

<http://www.criFrance.com/communique-islamophobie/article/prise-de-parole-de-la-cri-au-rassemblement-parisien-pour-la-journee>



Prise de parole de la Cri au rassemblement parisien pour la journée internationale contre l'islamophobie et pour dénoncer la loi séparatisme

Date de mise en ligne : lundi 15 mars 2021

- Communiqués -

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits
réservés

"La journée du 15 mars est désormais la journée internationale contre l'islamophobie. Pourtant, elle n'est pas suffisamment connue et encore moins commémorée.

Il est alors impératif d'installer cette journée internationale contre l'islamophobie dans le paysage, et ce, indépendamment de tout agenda politique législatif ou électoral.

La date du 15 mars a été naturellement choisie suite au massacre des deux mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande. Attentat qui a entraîné la mort de 51 fidèles, fusillé un jour de vendredi à l'heure de la grande prière hebdomadaire par un terroriste suprémaciste. Ce terroriste a été endoctriné en France au contact de génération identitaire et influencé par l'idéologie dite du "grand remplacement" du français Roland Camus. Il l'avait écrit lui-même dans son post Facebook avant qu'il diffuse son acte barbare en direct sur le même réseau social.



Loin de se limiter à un groupe minoritaire, cette idéologie est désormais majoritaire dans les médias en France.

Ce 15 mars, nous commémorerons aussi les 17 ans de la première loi islamophobe post colonial, la loi dite contre le port de signes ostensibles qui a été votée en 2004 et qui visait injustement et principalement les jeunes musulmanes.

Il est alors urgent que l'opinion publique et politique prenne conscience que le climat délétère, qui règne actuellement en France à l'égard des musulmanes et des musulmans, prend des dimensions inquisitoires. Les nouveaux hérétiques sont musulmans, réels ou supposés, et ils sont envoyés matin, midi et soir au bûcher médiatique. Des hommes politiques, d'une médiocrité abyssale, jouent les inquisiteurs secondés par des chroniqueurs et autres pseudos spécialistes. (majoritairement liés aux lobby sionistes)

Ils soufflent sur les braises pour enfumer la société et voiler les vraies préoccupations de la population qui regarde son pays aller, de pas sûr, vers un déclin certain.

Il faut bien trouver un bouc émissaire.



Pour ce faire, la loi séparatiste vient légaliser un apartheid social et s'affranchir des dispositions de l'Etat de droit comme l'avait signalé la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme.

La CNCDH juge que « l'objectif de mieux lutter contre le fanatisme criminel est légitime » mais « alerte les parlementaires sur un texte qui risque de fragiliser les principes républicains au lieu de les conforter ». Malgré tout ça, la ministre chargée de l'Enseignement supérieur n'hésite pas à ouvrir la boîte de Pandore en faisant sombrer l'université dans un débat sans fondement ni utilité sauf pour les mouvances fascistes, qui utilisent la rhétorique de l'islamo-gauchisme comme d'autres, de la même mouvance, ont utilisé celle du judéo-bolchevisme. Une manoeuvre pour masquer son incapacité à répondre aux malaises grandissants des étudiants qui se trouvent, pour certains, au bord du suicide quand d'autres ont malheureusement déjà franchi le pas.

Le gouvernement n'a rien d'autre à proposer à notre pays à la dérive qui truste depuis des années la queue de peloton dans les classements PISA, et ce, dans toutes les matières. Le ministre Blanquer tente d'instrumentaliser l'affaire d'un débat académique à Sciences Po Grenoble pour ramener ce débat dans des eaux troubles en parlant de fatwa, un glissement sémantique à la très forte connotation idéologique qui a même gêné le professeur d'allemand directement concerné. Il a d'ailleurs dénoncé sur BFMTV, le 8 mars 2021, l'attitude peu responsable du ministre qui aurait pu mettre la puce à l'oreille à des personnes mal intentionnées.

L'islamophobie est aussi une guerre préventive qui nous est déclarée par l'international sioniste pour détourner l'opinion publique de l'apartheid qui régnait en Palestine occupée.

Chères Soeurs, Chers Frères et ami.es, l'heure est grave. La classe politique veut, une fois de plus, utiliser les musulmans comme chair à canon dans la campagne électorale.

Il faut dire STOP à cet acharnement, car nous savons que lorsqu'on traite une population de séparatiste, on arme les esprits au pire. Regardez l'histoire en Bosnie, et plus particulièrement de nos jours avec les Rohingyas, les Ouïghours, les Kashmiris etc.



Notre combat s'inscrit désormais à l'internationale avec le fonds de défense des musulmans pour exiger le respect par le législateur de nos droits fondamentaux qui sont protégés par le droit européen et les conventions internationales"

